

Entre les patrons italiens et Silvio Berlusconi, rien ne va plus

JEAN-JACQUES BOZONNET

Le divorce est consommé entre le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, et le patronat de son pays. A trois semaines des élections législatives, il est devenu difficile de trouver dans le monde de l'économie une voix favorable au "Cavaliere", qui avait pourtant proposé aux patrons en 2001: *"Gouvernons ensemble."* *"L'Italie est tout autre que cette marmelade entre institutions, spéculation et malfaiteurs"*, déclare Luca di Montezemolo, président de Fiat et de Ferrari et patron des patrons. Diego Della Valle (Tod's) affirme : *"De l'ouvrier au PDG, le pays veut en finir avec cette politique qui se réduit à un show comique."*

Certains n'ont jamais aimé Silvio Berlusconi. D'autres y ont cru, ont voulu y croire, avant de déchanter. Le jugement des patrons italiens est aujourd'hui sévère sur le bilan de cinq ans de gouvernement de l'un des leurs. Il est bien révolu le temps où Il Cavaliere leur proposait un pacte en toute complicité: *"Votre programme est le mien, gouvernons ensemble"*, avait-il lancé, avant les élections de 2001, aux assises de la Confindustria, l'organisation patronale transalpine. A trois semaines de demander un nouveau mandat aux Italiens, le président du conseil sortant doit faire face aux critiques redoublées du monde économique.

"Si chaque jour on répand le défaitisme et le catastrophisme, les gens vont finir par y croire", vient de se lamenter Silvio Berlusconi, après une énième charge de Luca Cordero di Montezemolo, le patron des patrons, qu'il a qualifié de "nouvelle recrue de l'armée des Cassandre de la gauche".

Depuis deux ans, mois après mois, et jusqu'à ces derniers jours, au plus chaud d'une campagne électorale qu'il compare à *"un carnaval de populisme"*, cet industriel de 58 ans, président de Fiat et de Ferrari, n'a cessé de donner de la voix. Il parle souvent plus fort que les syndicats. Et plus clair que les partis politiques. Au point que, selon l'institut de sondages Piepoli, *"sa parole est, après celle du président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, la plus crédible pour les Italiens"*. Même la gauche modérée se reconnaît parfois en cet aristocrate piémontais, riche et élégant, qui a fait carrière dans l'ombre d'Enzo Ferrari et de Gianni Agnelli: *" Il y a une convergence significative entre l'Unione (coalition de gauche) et les indications de la Confindustria"*, a indiqué Piero Fassino, l'un des dirigeants des Démocrates de gauche (DS), principal parti d'opposition.

Cet étrange cousinage fait enrager Silvio Berlusconi, qui fustige *"le parti des entrepreneurs"* et remet en question la représentativité de Luca di Montezemolo. Pourtant, l'élection de celui-ci à la tête de la Confindustria, en mai 2004, a été un plébiscite. Les industriels, petits et gros, voulaient en finir avec l'alignement inconditionnel de leur organisation sur la politique gouvernementale, qui avait abouti à une rupture totale avec les syndicats. Dès son discours d'intronisation, le nouveau représentant du patronat a pris ses distances avec l'exécutif, et la classe politique en général, pour prôner le dialogue entre partenaires sociaux: *"Comme citoyens d'abord, et comme entrepreneurs ensuite, nous jugerons les choix de ceux qui ont eu la charge et l'honneur de gouverner"*, avertissait-il.

Il y a deux mois, son jugement était sans appel: "*Dans les cinq dernières années, nous avons vu le centre-droite et le centre-gauche d'accord sur une seule chose : l'absence la plus totale de politique industrielle.*" Malgré ses précautions oratoires, le diagnostic qu'il dresse régulièrement de la mauvaise situation économique du pays sonne comme un réquisitoire contre le gouvernement Berlusconi. Croissance zéro en 2005, déficit budgétaire record et bonnet d'âne de la productivité en Europe, c'est "un pays à l'arrêt" dont la Confindustria tient la chronique à chaque publication de nouvelles statistiques.

Certes, la perte de compétitivité de la péninsule remonte aux années 1990, mais les patrons déplorent l'immobilisme d'une majorité de centre-droite paralysée par ses dissensions. Après les élections régionales de mai 2005, sèchement perdues par la droite, Luca Cordero di Montezemolo avait publiquement souhaité des élections anticipées "*comme en Allemagne, pour éviter une année supplémentaire d'agonie politique et de non-décisions*".

Au fil des mois, les rapports se sont exacerbés: "*Nous ne cherchons pas à jouer un rôle politique, mais nous devons prendre nos responsabilités pour que le pays ne soit pas exclu de la compétitivité internationale, explique Diego Della Valle, un industriel de la chaussure de luxe. C'est inconfortable comme position, contre nature même, car les entrepreneurs sont généralement progouvernementaux, mais, de l'ouvrier au PDG, le pays veut en finir avec cette politique qui se réduit à un show comique.*" Etre dans l'opposition ne gêne pas le créateur et patron de l'empire Tod's: "*Je ne ferai jamais de politique, mais j'ai hâte que Berlusconi aille se reposer en Sardaigne*", confie-t-il. Ces dernières semaines, il l'a interpellé en direct à la télévision pour lui demander de "*cesser de prendre les Italiens pour des analphabètes*", l'a traité de "*menteur*" et a raillé sa propension "*à se réveiller chaque matin en croyant qu'il est propriétaire de l'Italie*".

Chacune de ses salves est saluée avec jubilation par le peuple des antiberlusconiens. "Diego est notre bomber" (notre canonier, en jargon du football), a curieusement titré le quotidien communiste *Il Manifesto*.

Face à l'escalade, Luca di Montezemolo a dû "*inviter tout le monde à baisser le ton, à commencer par nous, entrepreneurs*". Pour beaucoup, il s'agirait d'un duo bien rodé entre les deux amis pour souffler le chaud et le froid : "*Pas du tout, sourit Diego Della Valle. Montezemolo a un rôle institutionnel ; moi, je suis libre, je dis mon opinion de manière respectueuse, mais ferme. J'estime que, ces dernières années, le sens de l'éthique, de la morale et de la solidarité s'est délité.*"

Si les deux "compères" revendiquent leur apolitisme, beaucoup d'autres dirigeants de premier plan affichent ouvertement de la sympathie pour Romano Prodi. Quand *Il Corriere della Sera*, le quotidien le plus vendu en Italie, a pris position en faveur de la coalition de gauche, le 8 mars, l'entourage de Silvio Berlusconi y a aussitôt vu la main des propriétaires du journal. Dans le pacte d'actionnaires qui contrôle RCS Mediagroup, on retrouve certes Diego Della Valle et la Fiat de Luca di Montezemolo. Mais aussi Pirelli et Telecom Italia, de Marco Tronchetti Provera, l'un des piliers de la nouvelle Confindustria. Et encore les plus grandes banques du pays, comme Banca Intesa, dont le président, Giovanni Bazoli, fut naguère l'un des inspireurs de la coalition de L'Olivier.

L'administrateur délégué d'Intesa, Corrado Passera, fait partie de ces grands banquiers - comme Alessandro Profumo (Unicredito) et Enrico Salza (Sanpaolo Imi) - que l'on a vus, l'an dernier, aller voter ostensiblement aux primaires organisées par la gauche. La prise de position du *Corriere della Sera*, un journal considéré par beaucoup comme "*l'organe officiel de la bourgeoisie milanaise*", est interprétée comme la rupture ultime entre le berlusconisme et un certain capitalisme italien qui se réclame d'une démarche citoyenne.

L'été dernier, l'antagonisme s'est cristallisé sur le plan de l'éthique, lorsque le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, est sorti de son rôle pour contrer des OPA bancaires venues de l'étranger et a favorisé le raid de quelques financiers amis sur deux banques, Banca nazionale del lavoro (BNL) et Antonveneta, ainsi que sur le groupe du *Corriere della Sera*.

Des écoutes téléphoniques ont mis en évidence la collusion entre le gouverneur Fazio, un de ses amis banquier aujourd'hui sous les verrous, Gianpiero Fiorani, et plusieurs promoteurs immobiliers aux fortunes récentes que la presse a surnommés "*les petits malins de quartier*". Très vite, Luca di Montezemolo a demandé "*un geste de responsabilité*" de la part du gouverneur, nommé à vie, estimant que "*l'Italie véritable est tout autre que cette marmelade entre institutions, politique, économie, spéculation et malfaiteurs*".

"*A cette période, nous avons couru le risque que l'Italie finisse entre les mains d'aventuriers sans scrupule, nous devons remercier la magistrature et la presse libre*", raconte Diego Della Valle, actionnaire de BNL et du *Corriere della Sera*, deux des cibles majeures des spéculateurs. C'est en effet sous la pression des enquêtes judiciaires qu'Antonio Fazio a fini par démissionner, fin décembre, alors que le gouvernement s'avouait "*impuissant*".

Pourtant Silvio Berlusconi n'en démord pas et s'emporte encore contre "*l'intervention abusive de la justice, qui a fait tomber dans des mains étrangères*" la banque Antonveneta, finalement rachetée par le néerlandais ABN Amro. Après le départ du sulfureux gouverneur, Luca di Montezemolo a dénoncé dans une tribune au quotidien économique *Il Sole/24 Ore*, propriété de la Confindustria, "*le fossé qui se creuse entre ceux qui travaillent et ceux qui spéculent et trafiquent*".

La plupart des patrons italiens attendent une politique libérale encadrée: "*Quand je vois tant d'intelligence et de passion dans les entreprises, en termes d'innovation et de compétitivité, je me demande quelle malédiction invisible nous a fait perdre tant d'occasions*", a expliqué récemment Luca di Montezemolo.

Cette opinion sur le potentiel bridé de l'économie italienne est partagée par Alessandro Profumo. Sa banque, Unicredito, a pris le contrôle du numéro deux allemand, HypoVereinsbank (HVB), réalisant la plus grosse fusion interfrontalière en Europe au moment même où Antonio Fazio, encouragé par Silvio Berlusconi, se perdait dans la défense de l'"italianité" du système bancaire italien. "*Nous sommes la démonstration que, même dans un pays compliqué, on peut réussir de bonnes choses*", sourit ce géant de 49 ans dans son quartier général romain qui jouxte le Palazzo Chigi, le siège du gouvernement. Pour ce banquier discret, qui n'évoque jamais ses choix personnels, plutôt à gauche, "*la question du déclin de l'Italie doit être affrontée par le politique, car le déclin est avant tout institutionnel, avec des modèles de gouvernance qui ne sont plus adaptés*". Il espère voir sortir des urnes "*des forces politiques qui aient la culture du marché afin de libéraliser d'une part et de bien réguler de l'autre*".

Le monde de la banque a accueilli favorablement la nomination de Mario Draghi à la tête de la Banque d'Italie. Cet ancien directeur du Trésor, grand commis de l'Etat, était parti dans le privé comme vice-président pour l'Europe de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs. Le premier discours officiel de cet économiste de 58 ans, ancien condisciple de Luca di Montezemolo, fut un réquisitoire contre les protectionnismes et une carte blanche aux projets de fusions bancaires sur le marché italien en vue d'une consolidation du secteur. "*L'arrivée de Draghi et la réussite de Profumo, c'est la pointe de l'iceberg d'une catégorie nombreuse de dirigeants qui sont sensibles à l'intérêt général, se réjouit Diego Della Valle. Il faut seulement les mettre en condition de travailler.*"

Romano Prodi, principal candidat de l'opposition, à la tête d'une coalition qui ratisse du centre jusqu'à la lisière de l'extrême gauche, sera-t-il en mesure d'imposer ce que Silvio Berlusconi n'a pas réussi à faire - ce programme libéral réclamé par le patronat pour *"mettre l'entreprise au centre du débat"* ? *"Il est vrai que les diagnostics de Mario Draghi et Luca di Montezemolo sont proches des nôtres, mais les thérapies sont bien différentes"*, avertit le sénateur Tiziano Treu, un proche de Romano Prodi pour les questions sociales. Luca di Montezemolo se défend de tout corporatisme: *"Nous avons à coeur l'avenir du pays et nous parlons en tant que citoyens avant de parler comme entrepreneurs"*, répète-t-il, persuadé que l'Italie a besoin de réformes structurelles peu nombreuses, mais fortes.

Au siège de la Confindustria, via Veneto à Rome, où il reçoit entre deux voyages autour de la planète, le président de Ferrari emprunte au jargon de la formule 1 pour souligner la nécessité d'une réflexion en profondeur: *"Il faudrait faire un pit stop (arrêt au stand), non pas pour ralentir le pays, mais pour le moderniser et l'adapter à la compétition internationale."* Il redoute qu'un résultat serré aux législatives des 9 et 10 avril entraîne une *"ingouvernabilité"*, chaque coalition étant handicapée par ses composantes les plus extrêmes. *"Quiconque gagnera les élections sera confronté à des questions de cohésion politique et de culture de marché."*

Ce pronostic d'impasse politique, il n'est pas le seul à le poser depuis que le centre-gauche a perdu une bonne partie de son avance dans les sondages. Certains échafaudent déjà une coalition de type allemand regroupant les modérés de droite et de gauche. D'autres imaginent aussi Luca di Montezemolo en recours possible, au titre de la société civile, pour un gouvernement purement technique.

Il aurait pour mission de profiter du pit stop pour effectuer les bons réglages, capables de remettre l'Italie dans la course à la croissance. On ne prête qu'aux riches.